

BULLETIN D'INFORMATIONS

Publication mensuelle du Système des Nations Unies en République Démocratique du Congo



© WFP/RDC

ACTUALITE

Deux nouveaux projets pour consolider la paix et la cohésion sociale dans la Province du Tanganyika

Les deux nouveaux projets lancés le 20 juillet bénéficient d'un financement évalué à USD 5 millions du Fonds du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) et couvrent les territoires de Kalemie et de Nyunzu.

Ils seront mis en œuvre par deux consortiums de trois agences, chacun, durant 24 mois. Ces deux initiatives visent à promouvoir la Gouvernance sécuritaire inclusive et l'Accès équitable des communautés Twas et Bantous aux ressources socio-économiques et naturelles pour une cohabitation pacifique. Il s'agit principalement d'appuyer les efforts de l'Etat congolais à travers une réponse concertée et inclusive aux problématiques sécuritaires identifiées dans les zones cibles et éviter la résurgence d'autres conflits.

A travers le projet de promotion de la Gouvernance sécuritaire inclusive le consortium OIM, PNUD et BCNUDH vise à contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et à la stabilisation des zones de retour dans le territoire de Nyunzu à travers notamment l'introduction de la police de proximité. Et le projet d'accès équitable



© RCO/RDC

des communautés Twas et Bantous aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique est mis en œuvre par le consortium UNICEF, UNHCR et FAO dans le but de favoriser une cohabitation pacifique durable entre les communautés Twas et Bantou.

Ayant entamé les activités de mise en train depuis mars 2023, la cérémonie de leur lancement s'inscrivait également dans le cadre d'informations des principaux acteurs et partenaires clés de la Province de Tanganyika sur les objectifs et résultats attendus, afin de susciter leur adhésion et leur appropriation lors de la mise en œuvre des activités prévues dans le chronogramme; en coordination avec les membres des consortiums.

La cérémonie du lancement a été présidée par Monsieur Alain KILAPI, conseiller et représentant Mme le Ministère d'Etat, Ministre du Plan de la RDC en présence de Monsieur Jacob MOGENI, Chef du bureau intégré, représentant le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Monsieur Dieudonné MULONDA KASAKA, ministre provincial de l'intérieur et sécurité, représentant Mme le Gouverneur de Province.

A ces acteurs clés du PBF se sont joint les délégués des agences récipiendaires, les membres du Gouvernement provincial, les autorités locales et les acteurs de la société civile. Cette diversité de participants est à la fois une preuve d'inclusivité, mais aussi un acte de redevabilité afin de garantir une véritable appropriation à tous les niveaux.



Vue des participants à la cérémonie du lancement des projets à Kalemie.



LE SAVIEZ - VOUS ?

Des infrastructures et des initiatives de participation communautaires pour une paix durable dans la province du Kasai



© RCO/RDC

La ville de Tshikapa, est l'une de récentes villes capitales provinciales, à l'issue du découpage territorial intervenu en République démocratique du Congo en 2015.

A moins de trois ans de son statut de province autonome, le Kasai, dont Tshikapa est Chef-lieu, fut frappé par les conséquences de l'activisme du mouvement insurrectionnel Kamwina Nsapu, parti de la province voisine du Kasai Central vers fin août 2016, dont les effets s'étendront à plusieurs provinces voisines. Ce conflit a eu pour conséquence des graves violations des droits de l'homme, la fragilisation du tissu social, à travers la perte de la confiance de la population vis-à-vis des institutions étatiques. Des pillages et des destructions des infrastructures entraînant des déplacements massifs de populations ont été aussi rapportés.

La ville de Tshikapa avait donc, non seulement besoin de mettre en place un système de gouvernance plus inclusive et participative, mais aussi de se doter des

infrastructures utiles pour renforcer la présence de l'Etat et asseoir son autorité.

C'est dans ce contexte que se déploie le Fonds pour la Consolidation de la Paix (*Peacebuilding Fund PBF*), dont les premières activités commencent en début 2020. Des agences, fonds et programmes du Système des Nations unies, des ONG Internationales, des organisations de la société civile se sont mis ensemble pour appuyer les institutions étatiques à travers des initiatives couvrant essentiellement la réconciliation et la cohésion sociale, la gouvernance locale, la réintégration communautaire et les solutions durables afin de consolider la paix dans la province.

Des initiatives pour la paix, la cohésion et la participation citoyenne

Le contexte social et culturel de la province du Kasai est très marqué par l'exclusion des femmes et des jeunes du milieu politique et socio – économique.



L'initiative sur le renforcement du leadership des femmes pour la paix, par exemple, a porté, entre autres, sur la sensibilisation des leaders communautaires (chefs traditionnels, religieux, politiques, etc.) identifiés et utilisés comme acteurs de changement pour la promotion des droits de la femme. Ceci a permis d'améliorer cette situation et conduit à l'intégration des femmes dans les actions décisives de paix. Désormais, trois femmes siègent dans le groupement Kalamba en territoire de Mweka ; trois autres femmes siègent au conseil de sécurité local de Kakenge, dans le même territoire.

A travers la province, les femmes sont désormais engagées dans les initiatives de la paix, notamment la conduite du processus de dialogue, de plaidoyer, de médiation, etc.

En outre, les jeunes, autrefois écartés de la gouvernance locale, car instrumentalisés durant le conflit, participent désormais aux réunions locales au travers le conseil

urbain de la jeunesse, les clubs d'écoute, les associations des jeunes.

Ainsi, la sécurité locale est désormais une matière participative, engageant les gouvernants et les gouvernés avec la mise en place des différents cadres de concertation (conseil local pour la sécurité de proximité, le forum des quartiers, les clubs d'écoute, etc.)

Ces cadres mettent ensemble les acteurs publics, les services de sécurité, les représentants de la société civile et les délégués de la population.. Les membres participent ensemble aux solutions globales et durables aux problèmes de sécurité et de salubrité publique.

Les femmes et les jeunes qui vivaient dans une situation désespérée à cause du manque ou des faibles revenus, bénéficient d'un renforcement en capacités de subsistance à travers des activités génératrices des revenus et des kits de réinsertion socioéconomique pour leur commerce privé ou à caractère communautaire ; cela, en plus d'un accompagnement psychosocial.



© RCO/RDC



DEVELOPPEMENT

Lancement de la Cartographie du Mouvement Féminin en RDC

© ONU Femmes/RDC



"...une meilleure compréhension du mouvement associatif féminin en RDC pour une plus grande synergie des OSC féminines, en vue d'améliorer le réseautage, le partage d'information, le développement institutionnel et le renforcement organisationnel!"

**Adama Moussa,
Rep. ONU Femmes/RDC**

Rassemblant les organisations féminines de la société civile, une initiative pionnière qui créera une synergie des organisations féminines de la société civile (OSC) arrive en RDC. Le 05 juillet 2023 Mme Mireille Masangu Bibi Muloko, Ministre du Genre, Famille et Enfant a lancé à Kinshasa la Cartographie du Mouvement Féminin en RDC. L'initiative est pilotée par le Ministère du Genre, Famille et Enfant, ONU Femmes et African Women Leaders' Network (AWLN), avec le soutien financier de la Suède. L'objectif est de disposer d'une base de données fiable et dynamique qui servira à la diffusion d'informations en temps réel et favorisera la mise en réseau et la synergie du mouvement des femmes en RDC.

Les organisations féminines de la société civile jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'agenda de l'égalité des sexes en RDC. Alors que les femmes représentent 51% de la population congolaise, des barrières économiques et sociales continuent d'empêcher de nombreuses femmes de jouir de la sécurité, de la prospérité économique ou d'une représentation dans les sphères de prise de décision. Statistiquement, jusqu'à 52% des femmes en RDC sont des survivantes de violences domestiques et 39% des femmes congolaises déclarent avoir été menacées ou blessées. 27% des femmes en RDC sont victimes de pratiques traditionnelles néfastes et le mariage précoce est courant. Très peu de femmes congolaises ont accès à des emplois décent et, en général, les femmes et les filles ont moins accès à l'éducation que les hommes et les garçons, ainsi que des taux d'analphabétisme plus élevés.

Donc, les organisations de la société civile (OSC) sont des

acteurs clés pour combler le fossé des inégalités en RDC, tout comme l'encouragement mutuel entre les femmes et les filles. « Développer plus de solidarité pour que nous puissions nous transformer.

Que ceux qui sont élevés en dignité servent de pont à ceux qui viennent après. Il n'y a pas de succès sans successeur », a déclaré Mme Marie-Louise Mwange, coordinatrice nationale du Réseau des femmes leaders africaines (AWLN) RDC lors du lancement. Les OSC de femmes agissent comme des ponts entre les institutions et les communautés et fournissent aux femmes et aux filles les connaissances, les outils et le soutien nécessaires pour se sentir autonomes et réaliser leur plein potentiel.

La Cartographie du mouvement féminin en RDC dans les 145 Territoires des 26 provinces "assurera une meilleure compréhension du mouvement associatif féminin en RDC pour une plus grande synergie des OSC féminines, en vue d'améliorer le réseautage, le partage d'information, le développement institutionnel et le renforcement organisationnel » a défini M Adama Moussa, Représentant Résident d'ONU Femmes RDC. Un projet pilote de la cartographie avait été mené dans les villes de Kinshasa et Goma par l'organisation Ensemble Construisons Humanisons Organisons notre Société, ECHO en sigle, avec une subvention d'ONU Femmes dans le domaine de la participation politique et leadership, ainsi que l'humanitaire.

Le travail de la cartographie tiendra compte des initiatives existantes ; il est transversal et vient en soutien à toutes les équipes des OSC pour leur servir d'appui et ensemble rehausser la connaissance des mouvements féminins en RDC.



DEVELOPPEMENT

L'eau potable coule pour les populations du village Mulwanyi, chefferie Tumbwe au Tanganyika



© PNUD/RDC

"Nous avons l'eau, nous aurons bientôt un dépôt des produits agricoles, d'un moulin et d'une décortiqueuse. Mais nous voulons disposer d'un marché pour vendre les produits de nos récoltes."

Une habitante de Mulwanyi

Un puits d'eau potable, un dépôt qui contiendra un moulin et une décortiqueuse, un centre de formation aux métiers... sont des réalisations qui redonnent le sourire et l'espoir aux habitants du village Mulwanyi dans la chefferie de Tumbwe, province de Tanganyika. Elles ont été construites par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) qui mettent en œuvre le Projet d'Appui à la Décentralisation, au Genre et à la Transparence, en sigle (PADGT), pour soutenir les efforts du gouvernement congolais dans le domaine de la décentralisation dans la chefferie. Les priorités retenues et en cours de réalisation dans la chefferie sont le forage d'un puits pour la desserte en eau potable à Mulwanyi et Kawama ; le développement de la chaîne de valeur agricole par la construction d'un dépôt.

Les habitants de Mulwanyi, village de la chefferie Tumbwe dans la province de Tanganyika, ont exprimé leur gratitude au Vice-gouverneur de la province de Tanganyika et aux partenaires que sont le PNUD et l'UNCDF. En effet, Le village dispose désormais d'un forage qui alimente les populations en eau potable et un dépôt de stockage qui sera doté de deux moulins et d'une décortiqueuse. Le village disposera également bientôt d'un centre équipé pour l'alphabétisation et l'apprentissage des métiers. La joie est perceptible sur les visages notamment des femmes venues puiser de l'eau.

« Ce forage a amélioré nos conditions de vie. Nous avons désormais de l'eau potable, ce qui réduit les maladies

d'origine hydrique dans notre communauté. Avant, nous étions confrontés aux conséquences de l'eau insalubre puisée dans le bas fond de la vallée. Puiser l'eau était pénible pour les femmes et les enfants surtout les jeunes filles qui étaient astreintes à cette corvée. C'est un soulagement » déclare une femme de Mulwanyi. Le forage est doté d'une pompe qui aspire l'eau et la stocke dans un grand tank qui facilite la distribution à tout moment à la population.

Les femmes et les jeunes ont aussi exprimé leur vœu de disposer d'un marché dans le village. « Nous avons l'eau, nous aurons bientôt un dépôt des produits agricoles, d'un moulin et d'une décortiqueuse. Mais nous voulons disposer d'un marché pour vendre les produits de nos récoltes », a déclaré une autre femme au pied du puits.

Cette dotation en infrastructures socio-économiques de base s'inscrit dans le cadre du Projet d'Appui à la Décentralisation, au Genre et à la Transparence, en sigle (PADGT). Ce projet vise à soutenir les efforts du Gouvernement dans le domaine de la décentralisation. Parmi les réalisations prioritaires figurent un forage de puits pour la desserte en eau potable à Mulwanyi et Kawama ; le développement de la chaîne de valeur agricole par la construction d'un dépôt.

Ce projet conjoint appuie la mise en œuvre de la politique nationale de la décentralisation en s'appuyant sur des données factuelles générées par l'amélioration de la fonctionnalité des entités territoriales décentralisées (ETD) et des conditions de vie des populations, notamment celles des couches les plus vulnérables.





© UNESCO/RDC

Matadi, le Bureau de l'UNESCO en RDC, la Coalition Nationale pour l'Éducation pour tous (CONEPT RDC) et le Gouvernement Provincial du Kongo Central ont passé en revue du 4 au 6 juillet 2023 la contribution des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF 2016 – 2025) et de l'Objectif de Développement Durable 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » dans la province du Kongo Central.

Ces travaux ouverts par le Ministère Provincial de l'Éducation ont permis aux acteurs de renforcer leur capacité en planification sensible au genre et de s'approprier les réformes prioritaires de la SSEF, le pacte de partenariat et les engagements du Sommet sur la Transformation de l'Éducation (TES).

L'UNESCO dans sa vision pour une planification sensible au genre compte davantage renforcer les capacités des acteurs du système éducatif où l'égalité des droits et des chances en matière d'autonomisation ainsi que l'égalité des genres dans et par l'éducation est garantie à chacun -filles et garçons, -hommes et femmes à travers toutes les zones rurales et urbaines.

Les travaux ont permis de passer en revue 10 réformes prioritaires sur les 36 adoptées par la RDC; il s'agit de :

1. Classe pré-primaire,
2. Gratuité de l'éducation de base,
3. Langues nationales, médium de l'enseignement,
4. Dispositif d'assurance qualité,

5. Professionnalisation de la formation des enseignants,
6. Recrutement des enseignants et directeurs d'école primaire sur base des métiers,
7. Renforcement de l'enseignement de l'anglais,
8. Mise en place de l'éducation de base,
9. Renforcement du partenariat public-privé,
10. Arrimage au système LMD.

Pour pouvoir bâtir des futurs pacifiques, justes et durables, la responsabilité incombe à tous et la transformation de l'éducation s'impose. L'UNESCO s'est réservé le droit de présenter aux acteurs des OSC et autres acteurs du secteur de l'éducation les enjeux majeurs du Sommet sur la Transformation de l'Éducation, dont le partenariat pour une éducation verte.

Une quarantaine d'acteurs dont 43% de femmes issus des Ministères de l'éducation et des affaires sociales, des syndicats d'enseignants, des associations des parents d'élèves, des Organisations non gouvernementales, des médias, et autres acteurs du secteur de l'éducation se sont penchés sur l'élaboration d'une feuille de route pour un meilleur suivi des indicateurs.

Une des recommandations majeures est la tenue d'un grand forum de l'éducation sur l'évaluation de la mise en œuvre de la SSEF qui prendra fin d'ici 2025 et l'Agenda 2030 pour le développement durable qui est le fil conducteur de l'engagement national et international de la RDC et qui pose les fondements de son action en faveur d'un développement durable dans tous les domaines et particulièrement celui de l'éducation.



DEVELOPPEMENT

La chefferie de Baboa Bokoe, dans le territoire d'Irumu, bénéficie d'un nouveau bâtiment administratif



Plus d'une centaine de personnes venant des différentes couches de la population de la chefferie de Baboa Bokoe à Soleniama, à 17 km de la ville Bunia, province de l'Ituri, et des entités voisines, composées des autorités locales, notables, mamans et jeunes ont assisté à l'inauguration du bâtiment administratif de la chefferie.

Le bâtiment a été construit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Intégré de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et Dégradation des forêts dans les provinces de l'Ex-Orientale financé par CAFI à travers le Fonds National REDD+. Dans une contrée en proie aux groupes armés, cette cérémonie a contribué au renforcement de la cohésion sociale entre les communautés autrefois antagonistes au niveau de la chefferie.

Le chef coutumier de la chefferie a remercié le PNUD à travers son programme PIREDD – O pour la construction de cette infrastructure. « Ce bâtiment administratif est un bijou dans notre entité. Il va redonner à l'autorité locale sa place dans la gouvernance forestière et va aussi contribuer à la cohabitation pacifique des différentes communautés ou ethniques qui composent notre entité » a déclaré le chef coutumier. L'administrateur du territoire d'Irumu a invité les autorités de la chefferie et la communauté à faire bon usage de ce bâtiment administratif.

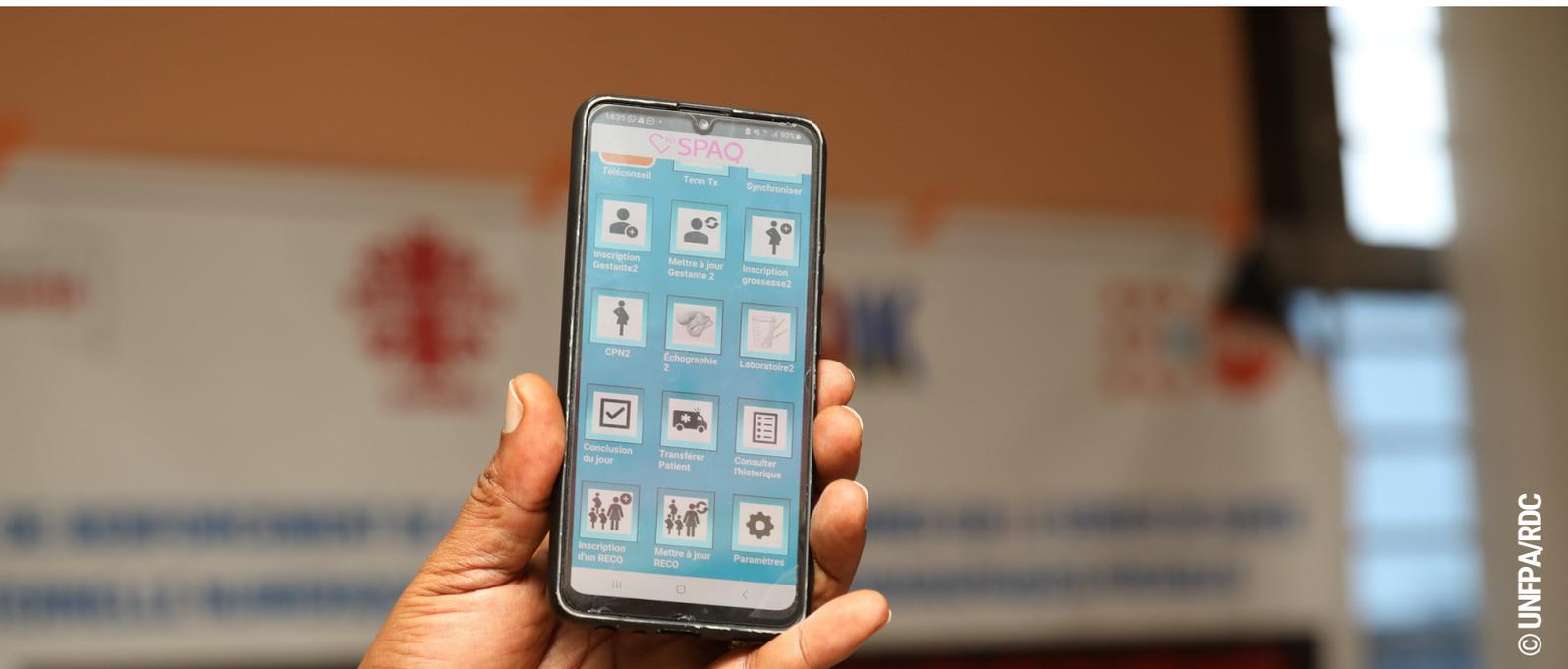
Les travaux ont été exécutés par l'entreprise MAG Contractor

Sarl qui a construit le bâtiment principal équipé des meubles et doté des latrines. La fourniture électrique est assurée par des panneaux photovoltaïques, le tout pour un coût total de 49 778\$ USD.

Baboa-Bokoe fait est l'une des chefferies ciblées dans le territoire d'Irumu. La Construction de ce bâtiment administratif fait partie du renforcement des capacités que le PIREDD – O apporte aux services techniques de l'administration provinciale, territoriales et des Chefferies/Secteurs pour la mise en œuvre effective de leur mandat. Avoir un cadre de travail décent contribue en outre, à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles (forêt et terre) au niveau de l'entité.

L'ambition du PIREDD – O est de contribuer de manière effective à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et la réduction de l'impact des activités économiques et des dynamiques démographiques sur les forêts. Les interventions du PIREDD – O dans la province de l'Ituri sont focalisées dans des zones géographiques bien précises identifiées en tenant compte de l'ampleur de la déforestation, de l'accessibilité, le taux de pauvreté et de la situation sécuritaire préoccupante dans les territoires de Mambasa, Irumu et Djugu. Dix autres bâtiments des services techniques et des Entités territoriales décentralisées (Chefferies/Secteurs) sont en cours de finalisation dans les territoires de Mambasa et d'Irumu.





Les femmes et filles déplacées du Nord-Kivu vont bénéficier des services gratuits de santé sexuelle et reproductive numériques. Ces services adaptés aux technologies de l'information et de communication vont permettre à ces femmes et filles de bénéficier des meilleurs traitements, d'une diminution des examens coûteux grâce aux consultations prénatales par diagnostic échographique portable sur smartphone.

Le gouvernement japonais à travers la firme japonaise SOIK Corporation sarl, vient de former des sage-femmes et prestataires de services de santé sur le fonctionnement standard du logiciel (application mobile) SPAQ à Goma au Nord-Kivu.

L'objectif de cette formation est de compléter les services de clinique mobile mis en place par UNFPA notamment la consultation prénatale, par un service de santé maternelle approprié, avec numérisation SPAQ, en faveur des femmes enceintes dans des camps de déplacés au Nord-Kivu grâce au package minimum de SPAQ comprenant un smartphone et un échographe portable, développé pour permettre une évaluation rapide et complète des conditions normales et anormales.

SPAQ est un ensemble d'équipements médicaux numériques développé par la société japonaise SOIK Corporation sarl pour soutenir les professionnels de santé afin d'améliorer la qualité des services, même dans des environnements à ressources limitées.

Les sage-femmes formées vont utiliser ces équipements numériques lors des consultations itinérantes dans les camps de déplacés de la province du Nord-Kivu pour favoriser un accès facile des femmes vulnérables aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité.

Signalons que la numérisation des services de santé sexuelle et reproductive intervient dans le cadre de la mise en œuvre du projet "**Les jeunes et les femmes pour la paix grâce à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive et aux interventions contre la violence basée sur le genre**" exécuté par la Caritas Développement de Goma (CADEGO) avec l'appui de UNFPA.

Rachelle Bahati, 23 ans, vient de Masisi et vit depuis six mois dans le site de déplacés de Bujari dans l'aire de santé de Kanyaruchinya en territoire de Nyiragongo. Mariée et mère de 2 enfants, Rachelle est enceinte de 7 mois et a été sélectionnée pour une première expérience d'échographie portable lors des travaux pratiques à la formation des sage-femmes. C'est la première fois qu'elle fait un examen d'échographie, une échographie numérisée. A sa grande surprise, deux bébés dans son ventre.

Mme Annie Tshiamala, Présidente nationale de la société congolaise de la pratique sage-femme (SCOSAF) RDC, a au nom des participants remercié UNFPA en tant que partenaire privilégié de la SCOSAF pour avoir investi dans le renforcement des capacités des sages-femmes.





© UNFPA/RDC

"Il était 5 heures du matin, nous étions à deux lorsque nous sommes allés dans la forêt pour acheter du charbon de bois. Nous avons rencontré cinq hommes armés sur notre chemin qui nous ont d'abord ravi tout l'argent avant de nous prendre de force et nous ont violées".

Jeannette Kikanda

*Nom d'emprunt d'une survivante des VS

En République Démocratique du Congo (RDC), les conflits armés entraînent de graves souffrances pour les populations affectées sur le plan psychologique et social. Les conséquences de ces situations humanitaires d'urgence peuvent sembler dramatiques à court terme, mais elles portent atteinte à la santé mentale, sexuelle et reproductive des femmes et au bien-être physique et psychosocial des populations victimes à long terme.

Jeannette Kikanda a vu son mari la quitter après avoir été victime de viol collectif à Kitshanga et vit seule avec les enfants dans le site de déplacés de Bujari en territoire de Nyiragongo où elle a trouvé refuge à cause de la guerre du M23. Enceinte de 6 mois, Jeannette ne sait pas à qui appartient la grossesse qu'elle porte et cela l'affecte.

Soigner les esprits pour restaurer la dignité et la santé mentale de survivants

Si Jeannette a été exposée aux risques de violences sexuelles accrues dans les zones en proie aux groupes armés, il est évident que les effets néfastes à la santé mentale, physique et sexuelle et reproductive soient imminents avec comme conséquence la baisse d'estime et de confiance en soi, qui risque de développer de troubles psychologiques et de stress lié au viol, dû au départ de son mari et au contexte.

Voilà pourquoi le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et ses partenaires dont ICAHD International (Initiatives de Coopération et d'Appui aux Actions Humanitaires

et de Développement) et Heal Africa ont intensifié les efforts, en vue de faire face aux effets néfastes des conflits comme la santé mentale, sexuelle et reproductive des survivantes à l'Est de la RDC. Ceci, dans le cadre de la mise en œuvre du projet "**Amélioration de la prévention et réponse holistique aux violences basées sur le genre et les exploitations et abus sexuels dans les territoires affectés par les crises humanitaires dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri**" grâce au financement du fonds CERF.

Fournir des services spécialisés pour aider les victimes

Pour assurer le bien-être et la santé mentale et psychosociale des survivantes, UNFPA et ses partenaires ont pris des mesures visant à améliorer la disponibilité et la qualité des services dédiés aux survivantes de violences basées sur le genre et des exploitations et abus sexuels.

Au titre des résultats, 1 685 survivant-e-s de VBG ont bénéficié de l'appui du projet y compris la prise en charge médicale et psychosociale. Aussi, 2 347 kits de dignité pré-positionnés dans les formations sanitaires et les espaces sûrs ont été distribués progressivement aux bénéficiaires.

En outre, 662 femmes et filles des communautés hôtes ont bénéficié des informations et des activités qui favorisent leur rétablissement, bien-être et autonomisation dans les Espaces sûrs mis en place.

14 386 personnes sensibilisées sur différentes thématiques centrées sur les violences basées sur le genre et les exploitations et abus sexuels.



STABILISATION

Début des activités de la Commission Paix, Vérité, Justice et Réconciliation dans la province du Kasai central



© BCNUDH/RDC

Le Lancement officiel des activités de la Commission Provinciale Vérité, Justice et Réconciliation (CPVJR) dans la province du Kasai central sanctionnée par la signature de l'Accord portant Coopération Technique entre la CPVJR et le BCNUDH, a eu lieu le 26 juillet 2023 au siège du Gouvernorat à Kananga.

Plus de 150 personnes dont le Ministre national des Droits Humain Fabrice Puela, l'Ambassadeur plénipotentiaire de la RDC auprès des Nations Unies à Genève Paul Empole, les Commissaires de la CPVJR, les officiels politico administratifs de l'Assemblée et du Gouvernement provincial avec à sa tête le vice-Gouverneur, les représentants des confessions religieuses et des autorités coutumières, les victimes de la crise « Kamuina Nsapu », les organisations de la société civile, la représentante de l'ambassade de Suède en RDC, les organisations internationales ainsi que les représentants des Agences des Nations Unies, du BCNUDH et du Haut-Commissariat des Nations Unies ont participé à cette rencontre de Haut niveau, organisée grâce à l'appui technique et financier du BCNDH et de l'Equipe des Experts Internationaux des Nations Unies sur la RDC.

Cette cérémonie haute en couleur a été précédée par l'atelier d'appropriation et de validation des textes juridiques internes de fonctionnement de ladite Commission, le 24 juillet 2023 à Kananga à l'issue de laquelle le règlement intérieur et le manuel de procédures de la CPVJR ont été adoptés.

Rappelons que le rapport de février 2022 sur les consultations

populaires organisées en août 2019 par le Gouvernement du Kasai central avec le soutien du BCNUDH, a révélé que la majorité des populations centre kasaïennes a souhaité que leur province fasse recours aux mécanismes de la justice transitionnelle, notamment à travers la mise en place d'une Commission Vérité pour gérer les conséquences de la crise « Kamuina Nsapu » survenue entre juin 2017 et décembre 2018, laquelle a occasionné de graves violations des droits de l'homme et du Droit international humanitaire et fait de nombreuses victimes directes et indirectes.

Afin de concrétiser ce souhait, un Edit N°006/K.C/2021 portant création, organisation et fonctionnement de la CPVJR dans la province du Kasai central a été adopté par l'Assemblée provinciale du Kasai central et promulgué par le Gouverneur de province le 15 juillet 2021. Le 17 décembre 2021, le Ministre provincial de la justice et droits humains a mis en place, par arrêté, un Comité mixte de sélection chargé d'étudier et de sélectionner les candidats commissaires. En début 2022, une liste de commissaires a été transmise au Gouverneur de province, lequel a procédé en date du 16 août 2022 à l'investiture des Commissaires, membres de la CPVJR, et à leur présentation devant l'Assemblée provinciale du Kasai central conformément à l'arrêté provincial N° 01/14/CAB/GP/KC/

03/2022. Une initiative qui traduit les efforts du Gouvernement de la RDC à lutter contre l'impunité et à promouvoir la réconciliation dans la province du Kasai central.



STABILISATION

Lancement du projet d'appui à la prévention de la violence électorale dans la province du Haut Katanga



L'UNESCO en consortium avec le PNUD et ONU Femmes ont organisé du 02 au 09 juillet 2023, une série d'activités de consultation et d'information des parties prenantes au processus électoral dans le Haut Katanga. En marge de ce lancement, un atelier de formation sur les techniques de monitoring, de prévention et de gestion des conflits, y compris sensibles au genre a également eu lieu.

En effet, c'est dans le cadre de son projet « d'Appui à la Prévention de la Violence Electorale (PREVEL) » mis en œuvre dans trois provinces (Haut Katanga, Lualaba et dans le Kasai Central), que l'UNESCO, le PNUD et ONU Femmes contribuent à l'appui du Gouvernement congolais.

Ce projet vise principalement à construire un climat apaisé avant, pendant et après les élections à travers le renforcement du dialogue, l'inclusion et la cohésion sociale entre les communautés, les partis politiques et toutes les parties prenantes. Il vise également la lutte contre la désinformation, les discours de haine et l'exclusion des certaines catégories tels que les jeunes et les femmes.

Ces activités placées sous le haut patronage du Conseiller du Vice-Premier Ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, appuyée par le collègue de l'Unité des politiques (Political Affairs Department) de la MONUSCO basé à Lubumbashi, ont connu la participation des autorités politico-administratives, de la PNC, des autorités judiciaires, de la CENI, du CSAC, des partis politiques, des OSC, des organisations socio-culturelles, des confessions religieuses, des étudiants,

organisations féminines et des jeunes, des Chefs coutumiers, des médias et certaines agences des Nations Unies.

La première activité organisée du 3 au 5 juillet 2023 était axée essentiellement sur la consolidation de la paix durant la période électorale en RDC et a permis de faire un état de lieux et de recueillir les avis et recommandations des participants au sujet des activités à mener, les stratégies de mise en œuvre, les ajustements nécessaires et l'obtention de leur adhésion. C'était l'occasion de tâter le terrain avant les élections.

La deuxième activité, du 06 au 07 juillet 2023, a quant à elle permis le renforcement des capacités sur les techniques de monitoring, de prévention et de gestion des conflits et a mis en exergue les solutions prônées par le projet, les Nations Unies ainsi que par les lois nationales et les instruments internationaux.

90 participants ont été touchés par ces activités préliminaires qui ont été une grande réussite, suscitant un esprit de paix et une réelle sensibilité dans le chef des participants qui ont pris l'engagement de lutter contre les discours de haine, la désinformation et les violences électorales sous toutes ses formes dans le Haut Katanga.

Au terme des activités, l'UNESCO, le PNUD et ONU Femmes ont réitéré leurs engagements à accompagner le Gouvernement congolais dans la consolidation de la paix et la tenue des élections apaisés.





© PNUD/RDC

Le Programme Energie envisage disséminer au moins 100.000 foyers améliorés et permettre à plus de 250 000 ménages d'adopter le GPL d'ici fin 2024.

Le Programme de Consommation Durable et Substitution Partielle au Bois-Energie mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) est déterminé à faire adopter à la population le foyer amélioré (FA) et le gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour une cuisson propre et saine dans le cadre de la lutte contre la déforestation et la protection de l'environnement en RD Congo.

Avec un budget de 15 millions de us, le Programme avec l'appuis financier de CAFI à travers le FONAEDD appuie des entreprises privées dans les provinces du Nord et Sud-Kivu ainsi que dans le Haut Katanga dans la diffusion de GPL et de FA.

Au bout de deux années, les résultats sont encourageants. Au Nord-Kivu, les entreprises Altech, TAD & MBOA ainsi Brisol qui, au départ n'avaient pas plus de 10 personnes engagées ont reçu un financement respectivement de plus de 100.000\$ chacune pour améliorer la fabrication et la diffusion des foyers améliorés. Cette nouvelle approche leur a permis d'augmenter le nombre de travailleurs. Chaque entreprise compte maintenant plus de 30 employés avec comme conséquence, l'amélioration de la chaîne de production.

Ces trois entreprises ont déjà touché près de 30.000 ménages qui utilisent régulièrement les foyers améliorés dans la ville de Goma. Altech a fabriqué et vendu plus de 16.000 foyers améliorés de marque JIKOKOA qui est appréciée par les utilisateurs. Brisol a livré plus de 7.000 foyers tandis que TAD &

MBOA a produit plus de 4.000 foyers.

Les utilisateurs de ces foyers améliorés dans la ville de Goma, affirment qu'ils sont très économiques et rapide dans la cuisson. « Ils nous permettent de réduire la consommation de Makala (charbon de bois) mais aussi les dépenses » confirment-ils dans un entretien avec l'équipe du programme. Dans la promotion du GPL, l'entreprise Bboxx compte plus de 21.000 clients servis régulièrement, suivi de DAP Gaz ainsi que Ihusi Gaz financé à travers la coopérative Akiba Yetu avec plus de 8.000 abonnés.

Dans la ville de Bukavu, deux entreprises sont engagées dans la diffusion de FA avec l'appui financier du programme. Il s'agit de Entrepreneurs Sans Frontières, ESF, et MIZINZI & Frères qui ont bénéficié de l'accompagnement technique, financier et en matériels pour l'amélioration de la qualité du travail.

Dans la province du Haut Katanga, l'entreprise Halt Bank a atteint 14.000 ménages dans la ville de Lubumbashi avec sa marque Mafika Bora.

Selon le Directeur Général de TAD & MBOA par exemple ; l'accompagnement technique et financier du Programme a été d'une grande importance car, il a permis à son entreprise d'avoir un cadre de travail approprié, des équipements professionnels, la création et l'augmentation d'emploi avec près de 30 personnes engagées contre 8 avant, ainsi que du pouvoir de vente de leurs articles qui, à ces jours peut produire et vendre sa marque JIKO YA KWETU jusqu'à plus de 50 FA par jours.



Ce bulletin est produit par

**Le Groupe de Communication des
Nations Unies**

drcongo.un.org/fr

[@ONURDCongo](https://twitter.com/ONURDCongo)



**NATIONS UNIES
RD CONGO**

